

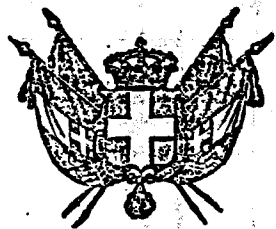
1866

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio, n. 20.

Nelle Provincie del Regno con esigibilità postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai Principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA



UFFICIALE

IL REGNO D'ITALIA

A TUTTI I GIORNI COMPRESSE LE DOMENICHE

FIRENZE, Mercoledì 31 Gennaio

N° 31

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato centesimi 41
Arretrato centesimi 40

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno Semestre Trimestre	
Per Firenze	.....	L. 42	22 12
Per le Provincie del Regno	.....	L. 46	24 13
Per la Svizzera	.....	L. 53	28 17
Roma (franco di posta)	.....	L. 52	27 15

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno Semestre Trimestre	
Inghilterra e Belgio	.....	L. 122	71
Francia, Austria e Germania	.....	L. 52	48
Id.	.....	
Rendiconti ufficiali del Parlamento	.....	60	31

PARTE UFFICIALE

Il numero 2778 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NOSTRA RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato:

Noi abbiamo sanzionato e promulgiamo quanto segue:

Articolo unico. — Il governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla convenzione postale conclusa colla Grecia il 5 novembre 1864, e le cui ratifiche furono scambiate addì 11 dicembre 1865.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Dat. a Firenze, addì 13 gennaio 1866.

VITTORIO EMANUELE.

ALFONSO LA MARMORA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NOSTRA RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute. Una convenzione per le corrispondenze postali tra l'Italia e la Grecia essendo stata conclusa e sottoscritta in Atene addì cinque

dicassette del mese di novembre dell'anno mille ottocento sessantasei;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Maestà il re d'Italia e Sa Maestà il re dei Greci, egualmente animati dal desiderio di ressero i legami d'amicizia e di buon vicinato che uniscono i due popoli, e di reglar su un modo d'una nuova convenzione le relazioni di corrispondenza tra l'Italia e la Grecia su basi più libere e più vantaggiose agli abitanti dei due paesi, on nominò per loro plenipotenziari a cet effetto, savoir:

Sa Maestà il re d'Italia, M. Dominique Pes de San Vittorino conte di la Minerva, comandante di son Ordine royal des Saints Maurice et Lazare, et des Ordres du Christ et de la Conception du Portugal, decoré de l'Ordre impérial du Medjidie ottoman de 3^e classe et de celui de Pie IX de 2^e classe, son ministre résident auprès de Sa Maestà le roi des Hellènes;

Sa Maestà le roi des Hellènes, M. Théodore Léonardos, officier de son Ordine royal du Sauveur, commandeur de l'Ordre royal des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de l'Ordre de Sainte Anne et de Saint Stanislas de la 2^e classe de Russie, directeur général de l'Administration des postes de Sa Maestà hellénique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura entre l'Administration des postes du royaume d'Italie et l'Administration des postes du royaume de Grèce un échange périodique et régulier de dépêches pour la transmission réciproque de lettres, échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute nature originaires des États respectifs, ou provenant des pays auxquels les administrations des deux parties contractantes servent ou pourront servir d'intermédiaire.

Art. 2. L'échange de ces dépêches aura lieu soit au moyen des paquebots italiens et helléniques naviguant entre les ports des deux pays, soit au moyen des paquebots de poste français et autrichiens en vertu des conventions conclues ou à conclure par la suite entre le royaume d'Italie ou de la Grèce d'une part, et la France et l'Autriche d'autre part.

Art. 3. L'Administration des postes d'Italie prendra à sa charge les frais résultant du transport par les paquebots naviguant sous pavillon italien entre les ports des deux pays de toutes les correspondances qui seront expédiées au moyen de ces paquebots tant de l'Italie pour la Grèce, que de la Grèce pour l'Italie.

De son côté l'Administration des postes helléniques prendra à sa charge les frais résultant du transport par les paquebots naviguant sous pavillon grec entre les ports des deux pays de toutes les correspondances qui seront expédiées tant de la Grèce pour l'Italie, que de l'Italie pour la Grèce au moyen de ces paquebots.

Art. 4. Le prix de transport par mer des correspondances qui seront échangées entre l'Italie et la Grèce au moyen des paquebots-poste respectifs sera calculé à raison de 60 centimes par 30 grammes de lettres, poids net, et de 50 centimes par kilogr. d'échantillons et d'imprimés, aussi poids net, sans tenir compte de la distance existante entre le port d'embarquement et le port de débarquement.

Art. 5. Les frais résultant du transport en dépêches closes de correspondances qui seront expédiées de l'Italie pour la Grèce au moyen des paquebots français ou des paquebots autrichiens seront à la charge de l'Administration italienne.

Réciproquement les frais résultant du transport en dépêches closes de correspondances qui seront expédiées de la Grèce pour l'Italie au moyen de ces mêmes paquebots seront entièrement à la charge de l'Administration hellénique.

Art. 6. Il est entendu toutefois que les frais de transport en dépêches closes de correspondances

quiseront expédiées de part et d'autre c'est-à-dire de l'Italie en Grèce, et de la Grèce pour l'Italie au moyen des paquebots français ou autrichiens, seront acquittés entièrement par celle des deux Administrations qui aura obtenu de la France ou de l'Autriche des conditions plus avantageuses dans les prix de transport.

Dans ce cas celle des deux Administrations qui aura soldé la totalité de ces frais portera en compte à l'autre Administration la quote-part respective conformément aux stipulations de l'article 5.

Art. 7. Lorsque les paquebots employés par l'Administration des postes d'Italie ou par l'Administration des postes de Grèce pour le transport des correspondances internationales seront des bâtiments nationaux de propriété de l'État, ou des bâtiments frétés ou subventionnés par l'État, ils seront exempts dans les ports des deux pays, tant à leur entrée qu'à leur sortie, de tous les droits de tonnage, de navigation et de port, ainsi que des droits de transit et de douane sur le charbon destiné à leur consommation.

Ils jouiront aussi de tous les égards et de toutes les facilités réclamées par l'importance du service qui leur est confié. Ils ne pourront, à aucun titre, être détournés de leur destination, ni être sujets à saisies, arrêts, embargo ou arrêt de prince.

Art. 8. Les paquebots des deux Administrations pourront entrer dans les ports des deux États, ou en sortir à toute heure du jour ou de la nuit; ils pourront embarquer et débarquer des espèces d'or et d'argent, ainsi que des passagers de quelque nation qu'ils puissent être, sous la condition que les capitaines de ces paquebots se soumettront aux règlements sanitaires, de police et de douane de ces ports, concernant l'entrée et la sortie des voyageurs et des marchandises.

Toutefois les passagers admis sur ces paquebots ne pourront pas à propos de descendre à terre pendant la relâche dans un des ports susdits, ne pourront être soumis à la formalité du visa de leurs passeports.

Art. 9. En cas de sinistres ou d'avaries survenues dans le cours de leur navigation aux paquebots des deux nations régulièrement employés au transport des correspondances par les Administrations respectives, les deux parties contractantes s'engagent à donner réciproquement à ces bâtiments tous les secours et toute l'assistance que leur position réclamera, et à faire exécuter par leurs arsenaux aux prix des tarifs de leurs établissements toutes les réparations qui seront dans les limites des moyens de ces établissements.

Art. 10. Il est défendu aux commandants des paquebots employés au transport des dépêches des deux Administrations de se charger d'aucune lettre en dehors de ces dépêches, excepté toutefois les dépêches officielles émanant des agents diplomatiques des deux nations et adressées à leurs gouvernements.

Art. 11. L'Administration des postes d'Italie se réserve la faculté de régler l'itinéraire ainsi que les jours et les heures de départ et d'arrivée des paquebots entretenus, frétés ou subventionnés par le gouvernement italien.

Réciproquement l'Administration des postes grecques se réserve la même faculté à l'égard des services maritimes établis par le gouvernement hellénique.

Les deux Administrations seront tenues à se donner avis en temps utile des modifications qu'elles jugeront nécessaires d'introduire dans l'itinéraire ou l'horaire des paquebots respectifs.

Art. 12. Il est entendu que les communications intérieures d'un port à l'autre du royaume d'Italie au moyen des paquebots grecs, et d'un port à l'autre du royaume de Grèce par les paquebots italiens, ne pourront avoir lieu qu'autant que le permettent les lois des deux pays ou les traités en vigueur.

Art. 13. L'affranchissement des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, qui seront expédiées de l'Italie pour la Grèce et de la Grèce pour l'Italie, est facilité. Les envoyeurs pourront à leur choix en payer le port d'avance jusqu'à destination, ou le laisser à la charge des destinataires.

Art. 14. La taxe à percevoir sur les lettres internationales qui seront échangées entre l'Italie d'une part et la Grèce d'autre part, soit au moyen des paquebots italiens ou helléniques, soit au moyen des paquebots autrichiens, est fixée à 60 centimes (65 leptas) par dix grammes ou fraction de 10 grammes.

Cette taxe est fixée à 80 centimes (leptas 90) aussi pour 10 grammes ou fraction de 10 grammes, lorsque les lettres seront échangées entre l'Italie et la Grèce au moyen des paquebots-poste français.

Art. 15. Il est convenu que dans le cas où l'une des deux Administrations viendrait à obtenir une réduction dans le prix revenant aux Administrations des postes de France et d'Autriche pour le transport des dépêches closes au moyen de leurs paquebots, ou si par la suite les deux gouvernements contractants auraient apporté quelque réduction dans les tarifs intérieurs respectifs, une réduction correspondante serait apportée d'un commun accord aux taxes fixées par l'article précédent tant pour les lettres internationales que pour celles qui transitent par leur territoire.

Art. 16. Des lettres chargées pourront être expédiées de l'un des deux États pour l'autre et autant que possible à destination des pays auxquels les deux Administrations servent ou pourront servir d'intermédiaire.

Toute lettre chargée expédiée de l'Italie en Grèce et de la Grèce en Italie supportera au

départ en sus de la taxe établie pour son affranchissement un droit fixe de 50 centimes (55 leptas).

Art. 17. Les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur marchande et les épreuves corrigées qui seront expédiées de l'Italie pour la Grèce et vice-versa, soit au moyen des paquebots des deux parties contractantes, soit au moyen des paquebots autrichiens, supporteront la taxe des lettres ordinaires par chaque port simple de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Les objets de même nature qui seront expédiés au moyen des paquebots français seront soumis à la même taxe des lettres ordinaires.

Art. 18. Les journaux et imprimés de toute nature, y compris les livres reliés, expédiés de l'un des deux États pour l'autre, devront être affranchis jusqu'à la destination moyennant une taxe de 10 centimes (10 leptas) par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, sans égard à la voie employée pour leur transmission.

Art. 19. Pour jouir de la modération de port dont aux articles précédents, les échantillons de marchandises, les journaux et les imprimés devront être placés sous bande ou de manière à ce que l'on puisse facilement les reconnaître.

Ils ne devront porter aucune écriture ou signe à la main, soit intérieurement, soit extérieurement, si ce n'est la signature de l'envoyeur et l'adresse du destinataire.

Les échantillons de marchandises et les épreuves d'imprimerie qui ne réuniront pas ces conditions ou qui n'auront pas été affranchies, seront soumis à la taxe des lettres ordinaires, et les imprimés n'auront pas cours, mais seront restitués aux envoyeurs autant qu'il sera possible.

Art. 20. Des échantillons de marchandises et des imprimés sous bande pourront être expédiés sous chargement de l'Italie pour la Grèce et de la Grèce pour l'Italie.

Tout paquet de ces objets que l'on voudra assujétir à la formalité du chargement supportera au départ, en sus des taxes applicables aux échantillons et imprimés en vertu des articles 17 et 18 de la présente Convention, un droit fixe de 50 centimes (55 leptas).

Art. 21. Les taxes perçues sur les lettres ordinaires et chargées, sur les échantillons de marchandises, et sur les imprimés en vertu des articles 14, 16, 17, 18 et 20 précédents, seront acquiescées entièrement à l'office d'envoyer.

Art. 22. Pour les correspondances affranchies originaires des États empruntant l'intermédiaire de l'Italie à destination de la Grèce, ainsi que pour les correspondances non affranchies originaires de la Grèce à destination de ces États, l'Administration des postes italiennes paiera à l'Administration des postes helléniques, savoir:

Pour chaque lettre affranchie n'excédant pas le poids de 40 grammes la somme de 10 centimes;

Pour chaque paquet d'imprimés affranchi n'excédant pas 40 grammes la somme de 02 centimes;

Pour les lettres non affranchies originaires de la Grèce à destination des États précités, l'Administration des postes italiennes, en sus de la taxe de 10 centimes mentionnée ci-dessus, remboursera à l'Administration des postes helléniques les frais résultant du transport par mer de ces lettres à payer par la Grèce conformément aux stipulations des articles 4 et 5 de la présente Convention.

Art. 23. L'Administration des postes helléniques paiera à l'Administration des postes italiennes pour les correspondances affranchies originaires de la Grèce à destination des États auxquels l'Italie sert d'intermédiaire, ainsi que sur les correspondances non affranchies originaires de ces États à destination de la Grèce savoir:

1° Pour toute lettre affranchie originaire de la Grèce la somme de 10 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes, et pour tout paquet d'imprimés affranchi la somme de 02 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes pour le transit sur le territoire italien;

2° La taxe ou les taxes étrangères payées par l'Administration des postes italiennes aux Administrations des postes des États précités;

Pour les correspondances non affranchies originaires de ces États à destination de la Grèce les mêmes taxes ci-dessus mentionnées, indépendamment du remboursement des frais de transport par mer qui sont à la charge de l'Administration italienne en vertu des articles 4 et 5 de la présente Convention.

Il est bien entendu que les conditions d'affranchissement des correspondances ci-dessus mentionnées, les taxes et les pays étrangers qui empruntent l'intermédiaire de l'Italie seront désignées dans un tableau qui sera annexé au règlement pour l'exécution de la Convention.

Art. 24. Il est formellement convenu que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature qui seront livrés de part et d'autre affranchis jusqu'à destination en vertu de la présente Convention, ne pourront être frappés à quelque titre que ce soit dans le pays de destination d'une surtaxe ou droit quelconque.

Art. 25. L'affranchissement des correspondances de toute nature pourra s'effectuer dans les deux pays au moyen des timbres-postes respectifs.

Art. 26. Lorsque le montant des timbres-postes, dont une lettre est revêtue, sera inférieur à la taxe établie pour opérer l'affranchissement, cette lettre devra être considérée comme non affranchie et traitée en conséquence sous déduction de la valeur des timbres-postes insuffisamment employés.

Les objets sous bande admis au bénéfice d'une modération de taxe moyennant affran-

chissement obligatoire seront, en cas d'affranchissement insuffisant, dirigés sur leur destination grevée du montant de l'insuffisance du port qui aurait dû être payé par l'envoyeur.

Il est entendu toutefois que l'envoi des objets ci-dessus mentionnés à leur destination n'aura lieu que par le moyen des paquebots italiens et helléniques naviguant entre les ports des États respectifs.

Art. 27. Dans le cas où une lettre ou un autre objet chargé viendrait à s'égarer, celle des deux Administrations, sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'autre, à titre de dédommagement à l'envoyeur, la somme de 50 francs.

Les deux Administrations toutefois ne seront tenues au paiement de ladite indemnité qu'autant que la réclamation sera faite dans les trois mois qui suivront la date du dépôt de chargement.

Art. 28. Les correspondances de toute nature mal dirigées seront renvoyées de part et d'autre pour le prix auquel elles auront été originellement comptées.

Les correspondances pour destinataires ayant changé de résidence seront livrées de part et d'autre grevées de la taxe qui aurait dû être payée par les destinataires.

Art. 29. Les correspondances refusées par les destinataires ou adressées à des personnes inconnues seront conservées pendant trois mois dans les bureaux de destination. Passé ce terme, elles seront renvoyées aux Administrations respectives.

Celles qui auront été livrées en compte seront rendues pour le prix et port auquel elles auront été originellement comptées.

Art. 30. Les Administrations des postes des deux parties contractantes n'admettront dans les dépêches échangées entre elles en vertu de la présente convention aucune lettre contenant soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou tout autre objet précieux sujet aux droits de douane.

Art. 31. La correspondance officielle relative au service des postes, les pièces de comptabilité et les rebuts seront livrés réciproquement en franchise.

Art. 32. Des sommes d'argent pourront être déposées dans les bureaux de poste de l'Italie et de la Grèce pour être payées dans les bureaux des postes des États respectifs au moyen de mandats de poste.

Art. 33. Pour l'émission de ces mandats le déposant devra payer une taxe de 40 centimes par 40 francs ou fraction de 40 francs.

Cette taxe sera répartie par moitié entre l'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de Grèce.

Les dispositions contenues dans le présent article et dans l'article précédent seront mises à exécution aussitôt que le système de la transmission d'argent par des mandats de poste sera introduit dans l'intérieur du royaume de Grèce.

Art. 34. Le Gouvernement italien et le Gouvernement grec s'engagent à faire transporter gratuitement sur le territoire des États respectifs les dépêches closes que les bureaux de poste des deux pays pourront avoir à échanger avec des bureaux de poste étrangers, à la condition toutefois que le transport de ces dépêches puisse s'effectuer avec les moyens ordinaires dont disposent les deux Administrations, et que les pays étrangers qui profiteront de la gratuité de ce transport accordent en réciprocité le même privilège pour les correspondances en transit à travers leur territoire.

En cas contraire le prix de transport est fixé à 40 centimes par chaque 30 grammes de lettres, poids net, et à la somme de 50 centimes par chaque kilogramme d'imprimés, aussi poids net.

Art. 35. Le Gouvernement italien s'engage à faire transporter en dépêches closes par les paquebots-poste italiens naviguant dans la Méditerranée les correspondances que les bureaux de poste grecs pourront avoir à échanger avec les bureaux de postes grecs ou étrangers établis dans les ports où toucheront ces paquebots.

L'Administration des postes grecques paiera à l'Administration des postes italiennes la somme de 60 centimes par 30 grammes de lettres, poids net, et d'un franc par kilogramme d'échantillons et d'imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Art. 36. Le Gouvernement grec s'engage aussi de son côté à faire transporter en dépêches closes par les paquebots-poste grecs naviguant dans la Méditerranée les correspondances que les bureaux de poste italiens pourraient avoir à échanger avec les bureaux italiens ou étrangers établis dans les ports où toucheront ces paquebots aux mêmes conditions établies à l'article précédent.

Art. 37. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut ainsi que celui des feuilles d'avis et d'autres feuilles de comptabilité résultant de l'échange des correspondances en dépêches closes et qui sont mentionnées dans les articles 4, 34, 35 et 36, ne sera pas compris dans le poids des lettres, échantillons, journaux et imprimés de toute nature sur lequel devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Art. 38. A la fin de chaque mois les deux Administrations dresseront les comptes pour la transmission des correspondances et des sommes à payer au moyen des mandats sur la poste dans le cas prévu dans le dernier paragraphe de l'article 33.

Lesdits comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par celle des deux Administrations qui résulterait débiteur.

Art. 39. Les deux Administrations désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances, et ceux qui seront autorisés à émettre et à payer les mandats dont il est question dans l'art. 32; elles arrêteront la forme des comptes et toute autre mesure de détail et d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution de la présente convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux Administrations toutes les fois que d'un commun accord elles en reconnaitront la nécessité.

Art. 40. La présente convention aura effet et valeur à partir du jour dont les Administrations des postes des deux pays conviendront.

Elle demeurera obligatoire pendant une année. Passé ce terme, elle durera d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre une année à l'avance son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 41. Cette convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plenipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Athènes le cinq (dix-sept) novembre mil huit cent soixantequatre.

Not avendo veduto ed esaminato la qui sottoscritta convenzione postale, ed approvandola in ogni sua parte, l'abbiamo accettata, confermata e ratificata, come per le presenti l'accettiamo, confermiamo e ratifichiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro reale sigillo.

Dato dal R. palazzo di Firenze addì diciotto del mese di marzo l'anno del Signore mille ottocento sessantacinque e del Regno Nostro il decimosesto.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re

Il presidente del Consiglio di ministri

e ministro segretario di Stato per gli affari esteri

ALFONSO LA MARMORA.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

SENATO DEL REGNO

L'intera seduta di ieri fu ancora impiegata nella discussione generale del disegno di legge pel passaggio alla Banca nazionale del servizio delle tesorerie dello Stato, alla quale presero parte i senatori Cambray-Digny e Torelli a sostegno del progetto, i senatori Poggi e Gallina contro il sistema proposto, ed il senatore Lambruschini sul merito delle leggi.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — È stato pubblicato il processo della Corte marziale che condannò Gordon, il ribelle della Giamaica, alla morte.

Evidente che Gordon aveva enormemente contribuito ad eccitare il malcontento, ed era legato politicamente coi capi della rivolta; ma è certo essando che la Corte non ha voluto prolungare l'inchiesta abbastanza perchè le prove fossero incontestabili.

Di fronte ad una insurrezione così formidabile le autorità hanno agito oh! più chi meno sotto la pressione d'un panico estremo.

La Commissione d'inchiesta, inviata alla Giamaica, esaminerà nel modo il più scrupoloso la condotta, e tutta la vita di Gordon.

(Corresp. Havas)

Si scrive da Londra in data del 22: Il 6 febbraio la regina verrà da Osborne a Londra per aprire in persona il Parlamento.

S. M. ritornerà poi nell'isola di Wight, e la Corte non passerà a Windsor che verso la metà del prossimo febbraio.

Si assicura che il principe d'Augustenburg e la principessa Elena, non appena maritati, abiteranno Frogmore, antica residenza della duchessa di Kent, recentemente restaurata.

Si parla di sostituire alle medaglie di salvamento che sono conferite in oggi da società private, una decorazione nazionale data in nome della regina, e che sarebbe chiamata medaglia del Principe Alberto.

(Moniteur)

PRUSSIA. — Si scrive da Berlino, 24, alla Corresp. Havas: La Corresp. prov. comincia già a protestare contro la proposta del signor Wirschow di dichiarare priva d'effetto la unione fra la Corona prussiana ed il ducato di Lauenburg sin tanto che non sia stata approvata dalla Camera dei deputati.

La Corresp. prov. pretende che l'articolo 55 dell'Atto costituzionale non esiga l'assenso della Camera che quando si tratta dell'esercizio della sovranità da parte del re in un paese straniero, vale a dire non tedesco, e conclude col dire che un voto della Camera nel senso indicato sarebbe un attentato contro i diritti del re, attentato che verrebbe con tutta l'energia respinto dal governo.

Dimani si radunerà per la prima volta la Commissione incaricata dell'esame della proposta del signor Wirschow circa al Lauenburg. Il deputato Twisten è stato nominato relatore.

Si disse che in questa occasione il governo comunicherà alla Commissione il trattato di Gastein; ma ciò non pare probabile.

Si aspetterà la discussione di questa proposta.

sta prima di affrontare la questione dei Ducati, alla quale le opinioni sono divise anche nelle stesse frazioni della Camera.

La *Corresp. prov.* fra i seguenti riflessi sullo squarcio del discorso dell'imperatore Napoleone III relativo alla Germania; « Queste indicazioni, dice la *Corresp. prov.*, non hanno nulla di straordinario per noi: esse concordano pienamente con quanto già si conosceva in Prussia circa alla onorevole politica dell'imperatore.

Ma in questo momento è doppiamente vantaggioso il sentirlo dirsi apertamente; dappoi che gli avversari della politica della Prussia nella questione dei Ducati hanno recentemente tentato di diffondere l'opinione che sia imminente una ingerenza dello straniero e specialmente della Francia in questa questione.

Alcuni giornali austriaci avevano più di tutti cercato di interpretare le relazioni amichevoli fra i sovrani di Francia e Austria nel senso che si concertasse fra i due Stati una stretta alleanza in vista di una politica comune, la quale sarebbe principalmente diretta contro i progetti della Prussia.

Sin dal principio queste assicurazioni non potevano trarre in inganno coloro che conoscono addentro la situazione delle cose; più tardi non è accaduto nessun fatto sul quale avessero potuto appoggiarsi; ma le parole chiare e non equivocate dell'imperatore finiscono di mostrare il poco fondamento che hanno tutte queste asserzioni, e vengono a confermare sempre più l'opinione che si è sempre avuta in Prussia, cioè: che la questione dello Schleswig-Holstein non poteva essere risolta, e non lo sarà che in conformità ai punti di vista della nazionalità tedesca e degli interessi della Prussia.

Allo stesso proposito la *Nord. Deut. Zeit.* scrive: Nel suo discorso l'imperatore Napoleone si occupa principalmente degli affari interni della Francia, e questa circostanza per quanto possa essere interessante per la Francia non lo è meno per lo straniero.

Essa prova le premure dell'imperatore di consolidare colle riforme e col progressivo sviluppo l'impero all'interno, e di respingere i suoi avversari e disarmarli, ed estirpare le traccie dei tempi burrascosi che hanno preceduto il suo governo.

E diffatti, qualunque sia il partito al quale si appartiene, quando si vuol essere giusti e si vuol rivolgere lo sguardo al cammino che ha percorso l'impero dal giorno della sua fondazione, cammino che parva ingombro di ostacoli insormontabili, si deve tutti d'accordo riconoscere la perspicacia, il sangue freddo, e l'abilità con cui l'imperatore ha saputo avvicinarsi al suo scopo.

Il discorso del trono di quest'anno è una prova caratteristica della soddisfazione colla quale l'imperatore ha diritto di guardare la sua opera, ed è pure una prova degli sforzi che dopo terminata la guerra d'Italia fa la politica francese per togliere la diffidenza che era all'ordine del giorno nei gabinetti d'Europa.

Il discorso del Trono presenta la questione italiana come terminata; e promette una soluzione soddisfacente della questione messicana.

Nella questione dello Schleswig l'imperatore promette di continuare nella sua neutralità, e confuta in un modo decisivo le voci messe ultimamente in giro per agitare gli animi, ispirare insensate speranze, e provocare funeste agitazioni.

Il passo che abbiamo riportato ieri, e che forma un complemento importante della parte del discorso relativa a questa questione, esprime il desiderio di veder conclusi un componimento il quale stia in armonia coll'idea che il governo francese ha di già espresso relativamente a questo affare.

Questo passo si riferisce evidentemente all'idea di consultare il voto della popolazione dello Schleswig-Holstein: pensiero che, a nostro avviso almeno, non è realizzabile in questo momento dopo la convenzione di Gastein, giacché bisogna che siano prima regolati i rapporti di possesso fra i possessori.

Ma ad ogni modo noi crediamo che la soluzione che più tornerà gradita alla Francia sarà quella che terminerà in modo definitivo la questione dello Schleswig-Holstein, senza farne una nuova sorgente di agitazioni demagogiche, e di imbarazzi diplomatici.

Questo scopo sarà meglio raggiunto o col creare un piccolo Stato angustenburgese; o colla durata indefinita del condominio; o coll'unione dei Ducati alla Prussia; questo è quanto la pubblica opinione ha finito per vedere in modo chiaro.

AUSTRIA. — La *Vien. Zeit.* apprezzando il discorso dell'imperatore Napoleone dice: Lo sviluppo politico dell'anno passato mostra in modo decisivo che la pubblica opinione avversa o più che mai una violenta soluzione delle questioni pendenti.

Quindi insistenza sulle prospettive di pace in tutta l'Europa, sulle relazioni amichevoli colla Gran Bretagna, col governo del Re Vittorio Emanuele e col Santo Padre, la politica di neutralità riguardo alla Germania; quindi la riserva usata nell'accennare alle relazioni cogli Stati Uniti d'America.

In pari modo sono trattate le questioni interne. SPAGNA. — Si scrive da Barcellona in data 24 gennaio: Le colonne guidate da Escoda, uno fra gli aderenti di Prim, che si erano formate nei dintorni di Tarragona e di Reus, sono state battute e disperse in seguito ad un movimento di concentrazione dei corpi comandati dal generale Pelaez, dal brigadiere Del Pino, e dal luogotenente colonnello La Torre del reggimento di Leon, 38^a fanteria di linea.

Gli insorti, pratici per eccellenza del paese, sperarono che le truppe non avrebbero potuto inseguirli in una regione alpestre senza strade, e che presentavano spesso dei burroni e delle creste inaccessibili.

Il vigore col quale furono inseguiti valse a disingannarli: essi sono stati cacciati successivamente da varie alture, e furono raggiunti l'altro giorno sul luogo chiamato *La Riva* dal battaglione di Leon, che fece loro molti prigionieri e molti morti e feriti.

La guerriglia composta da abitanti del villaggio venne dispersa; gli uomini hanno gettato le armi, ed i di lei avanzati se ne fuggirono a precipizio verso Rosas nel distretto di Montblanch, sperando di vedersi raggiunti da pochi partigiani, i quali dovevano venire da Reus.

Ma tutti i borghi e le città importanti, Montblanch, Falsch, La Riva, Valz e Reus, sono occupati.

Indipendentemente dalle truppe già menzionate il brigadiere governatore militare di Tarragona alla testa di una forte colonna percorre il paese d'intorno, e tutti questi diversi corpi possono dirigersi verso i villaggi circconvicini, o concentrarsi e convergere verso un punto dato.

Il capitano generale si è dato premura di far pubblicare oggi tutti i rapporti ed i dispacci telegrafici atti a illuminare la popolazione, la quale ha mostrato del resto una grande indifferenza per la scappata di Escoda.

Le notizie che abbiamo da Valenza in data di ieri confermano che la manifestazione degli studenti dell'Università non aveva nulla di serio, e che le grida di pochi non valsero a turbare la pubblica tranquillità.

La proclamazione dello stato d'assedio decretata dal capitano generale era una misura di mandata in seguito ai torbidi della Catalogna e nel caso che gli insorti fossero passati dall'una nell'altra provincia.

A Valenza, come a Barcellona, lo scacco subito dal generale Prim non meravigliò nessuno, e il principato, dove egli sperava trovare tanto appoggio, come era Reuss sua città natale, ha dato alla sua comitiva appena qualche raro aderente.

In questo paese, eminentemente industriale ed agricolo, il sentimento d'ordine e di lavoro fa continui progressi e gli operai, come i contadini, capiscono benissimo che coi loro pronunciamenti non arricchiscono.

PRINCIPATI UNITI. — Si scrive da Bucarest 19 gennaio: Il discorso del Principe è stato da lungo tempo mandato alle stampe.

Le modificazioni introdotte nel regolamento della Camera sono state accolte molto favorevolmente; vi si vede una nuova prova della lealtà colla quale il capo dello Stato vuol trattare tutti gli atti del suo governo.

Il Principe non è stato meno applaudito quando, toccando certe difficoltà, egli ha formulato in modo preciso le sue dichiarazioni relative all'indipendenza della chiesa rumana ed alla costituzione del sinodo, ognuno-gli-grado del suo vigore in difendere le prerogative nazionali sul terreno religioso così come sugli altri.

A proposito delle banche di sconto, delle strade e ponti di ferro ed altre grandi imprese in corso di esecuzione, il Principe si attenne a dimostrare che è buona e saggia economia quella di accettare il concorso dello straniero per tutti questi lavori, i quali escedono i mezzi pratici, e specialmente le risorse finanziarie della Romania.

Scagliandosi con forza contro la gelosa diffidenza e contro il falso patriottismo di certi, i quali respingono l'aiuto portato dallo straniero in questo genere di lavori, egli ha sostenuto la tesi liberale, che gli interessi cioè delle nazioni sono reciproci e solidali.

Ma il punto più rimarchevole del messaggio è quello dell'ultimo paragrafo, il cui senso non riesce punto dubbioso per chi conosce la franchezza del Principe ed il suo disinteresse.

Egli non vuole che la sua persona possa essere d'ostacolo alla prosperità del paese, e sotto questo rapporto l'Europa apprezza giustamente il suo contegno ed il suo linguaggio.

Avviene altrettanto nei Principati? La sua voce trova un'eco nella Camera elettiva della Romania? I suoi sforzi sono accolti con simpatia?

Bisogna bene; e si direbbe che l'assemblea dei Boiari ha trasfuso nella nostra assemblea, sorta dal suffragio del popolo, tutto il suo vecchio sentimento d'opposizione e di ostilità sistematica.

Si deve dunque dire che la Camera sia in guerra aperta col Potere? No; è certo al contrario che il governo ha per sé la maggioranza.

Mentre la Camera sta redigendo l'indirizzo in risposta al discorso del Principe Regnante, i senatori hanno già votato il loro alla unanimità meno tre voti.

(Constitutionnel)

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Leggesi nella *Gazzetta di Genova* del 30: Nel mattino d'ieri la Corte d'appello faceva celebrare nella sua privata cappella solenni uffici di espiatione alla compiuta memoria di S. A. R. il principe Oddone.

La Corte presieduta da S. E. il conte Alessandro Pinelli, adunavasi a tal uopo nell'aula maggiore, insieme al capo ed agli ufficiali del pubblico Ministero; recavasi quindi ad assistere al rito religioso, a cui pure intervenivano i tribunali di circondario e di commercio. Il municipio sta, com'è noto, preparando splendidi funerali. Questi commoventi attestati di devozione e d'affetto che si tributano nelle diverse parti dello Stato a chi morendo destava sentimenti di si universale rammarico, hanno uno speciale significato per noi; poichè a Genova toccò la ventura di ammirar da vicino un complesso di doti e di virtù tanto più rare ed elette quanti erano per età delicate ed affratte dai mali le membra in cui si chiudeva quell'anima generosa. Ed è a buon dritto che Genova, la città del suo cuore, si dimostra riconoscente verso l'augusto giovinetto, che tante prove lo diede di particolare benevolenza, e che specialmente nell'ultimo scorcio della dolorosa sua vita sembrava voler imprimere coi benefici e coll'esempio della più ardue virtù ognor più profonda la sua ricordanza nell'animo di chi lasciava per sempre.

A dimostrare quanto generale in ogni ordine e ceto di persone sia stato il dolore per la perdita di S. A. R. il principe Oddone accennammo come domenica per gentile pensiero degli Israeliti residenti in Genova si celebrasse nel tempio israelitico un solenne servizio funebre al quale intervenne numerosissima la colonia israelitica che ha stanza tra noi e non pochi altri cittadini.

Ai cultori di musica annunciamo essersi stabilito in Firenze il maestro Emanuele Gambale, il quale pone i suoi allievi in pochi mesi nello stato di comporre correttamente musica vocale e strumentale con accompagnamento di piano-forte, avendo portato l'insegnamento dell'armonia alla più grande e ragionata facilità.

Al maestro Gambale non mancherà certamente in Firenze quel successo ottenuto in altre città d'Italia, quali Napoli, Milano e Torino.

Il *Salut Public* (di Lione) pubblica la seguente lettera: Sui modi più adatti a stabilire una comuni-

cazione tra i viaggiatori di un convoglio e il direttore del medesimo, o tra questo e il macchinista, nel caso di qualche accidente di furto, assassinio, di incendio ecc., eccovi un mezzo semplice, facile, a portata anche del più semplice e ignorante tra i viaggiatori.

Basterebbe porre in ogni vagone un tubo di caoutchouc, provvisto alle due estremità di un zuffolo (*sifflet*), come quelli adoperati nelle case per le comunicazioni fra il portinaio e gli inquilini, a diversi piani; quel tubo dai vagoni giungerebbe al capo-convoglio.

Tutta la spesa consisterebbe nel collocamento di questo tubo: e l'espedito sarebbe più semplice e molto più vantaggioso dell'uso delle pile e dei campanelli elettrici.

ULTIME NOTIZIE

Elenco dei funzionari e delle rappresentanze provinciali e comunali che, a nome delle popolazioni, espressero sentimenti di condoglianza al Re per la morte di S. A. R. il principe Oddone: Sotto-prefetti di Candiano, Lecco, Albenga, Mondovì;

Deputazione provinciale di Ravenna; Rappresentanze municipali di Sansepolcro, Lecco, Messina, Atri, Argenta, Andria, Como, Portomaggiore, Palo, Castiglione-Andersenno, Faenza, Caltagirone, Sinigaglia, Potenza-Picena, Voghera, Lancia, Barga, Pontedera, Morra d'Alba, Deliceto, Peschici, Amatrice, Monza, Maranello, Giulianova, Manduria, Muro-Lecce, Vernole, Parabita, Montebaccaria, Palazzago, Asti, Serallunga di Casale;

Ufficio di prefettura d'Avellino; Amministrazione dell'orfanotrofio *Maria Cristina* di Foggia; Congregazione di carità di Montiano.

Per onorare la memoria del principe Oddone, i municipi di Castiglione-Andersenno, Caltagirone, Peschici, Amatrice e Parma fecero celebrare solenni funerali; il municipio di Cremona elargì lire 200 agli asili infantili, e quello di Palazzago stanziò lire 100 da distribuirsi ai poveri.

Il maresciallo O'Donnell ha dichiarato al Senato spagnolo che la rivolta era vinta e che quanto prima sarebbe stato levato lo stato d'assedio a Madrid.

Il marchese di Novaliches presidente del Senato aveva annunciato che il Senato aggiornerebbe la discussione dell'indirizzo in risposta al messaggio reale fin tanto che non fosse stato levato lo stato d'assedio; però dietro alle spiegazioni state date dal maresciallo O'Donnell l'assemblea ha deciso di cominciare all'indomani la discussione dell'indirizzo.

Il Senato deplorò le ostilità insorte col Chili; ma soggiunse:

« Dal momento che non si è voluto dar soddisfazione ai nostri giusti reclami, il Senato confida che il governo di V. M. darà conto di questi fatti alle Cortes, ed adempierà i doveri che gli impongono l'onore e la dignità della patria.

« V. M. può esser sicura che in qualunque occasione non le mancherà l'appoggio del Senato, pronto sempre a sostenere il prestigio e la gloria della bandiera spagnuola. »

In quanto ai movimenti militari recentemente falliti, il progetto d'indirizzo si esprime in questo modo:

« Noi lamentiamo che, prendendo occasione dalle tariffe del dazio-consumo, pochi sediziosi abbiano turbata la pubblica tranquillità sino al punto da rendere necessario l'intervento della forza armata.

« E più dolorosa riesce pel Senato la ribellione di una piccola parte dell'armata, ribellione che è stata in pochi giorni repressa mercè l'attività e l'energia del governo, grazie al buon senso del paese.

« Il Senato gode della felice riuscita delle disposizioni adottate dal governo ed offre a Vostra Maestà tutta la sua opera per farla una volta finita con tutti i criminosi tentativi, e per sostenere in ogni circostanza le alte istituzioni del paese.

« Pure, Madama, il Senato vedrà con soddisfazione la legge esercitare il suo privilegio e la giustizia i suoi diritti contro i colpevoli. »

(Pays) — Il conte Favernay, primo segretario della legazione di Francia agli Stati Uniti, è partito il 10 per ritornare a Washington latore del progetto d'accordo proposto dal governo francese per regolare le condizioni giuste le quali avrà luogo il richiamo delle truppe francesi dal Messico.

Il barone Saillard si è imbarcato il giorno 15 pel Messico latore di istruzioni relative allo stesso oggetto.

La *Lega nazionale irlandese*, nella quale predomina l'elemento cattolico, si era mostrata finora fredda ed avversa al fenianismo.

Ora nella grande assemblea trimestrale tenutasi il giorno 23 a Dublino vennero molto applaudite le parole pronunziate da uno dei membri dell'associazione, dal signor Dillon, *alderman* della città di Dublino e deputato alla Camera dei Comuni:

« Sono sicuro di esprimere la convinzione generale, disse il signor Dillon, dicendo che noi entriamo in un periodo di gravi pericoli, di grandi torbidi, e posso aggiungere, di fortunati cambiamenti.

« Ho fiducia che noi ci mostreremo degni della circostanza.

« Che non si creda che io voglia esagerare l'importanza e l'estensione della confederazione costituitasi in questo paese e agli Stati Uniti per rovesciare il governo della Gran Bretagna in Irlanda.

« Questo può non essere che un'ombra, ma è l'ombra di un fatto grande e potente....

« Dieci milioni di uomini, nelle cui vene scorre il sangue irlandese, fomentano, eccitano e mantengono vivo l'odio dell'America contro l'Inghilterra, mentre che tre almeno su quattro delle contee d'Irlanda hanno perduta la loro affezione pel governo.

« Ecco quale è la causa di quest'odio: la legge spoglia e stermina il popolo, ed il popolo detesta e sfida la legge; questo è naturale.

« Quanto a me mi basta il dire che tali leggi non meritano rispetto, e che coloro che comettono gli oltraggi legali, dei quali io parlo, sono i più grandi nemici della legge, della pace e della prosperità dell'Irlanda, di quello noi sieno questi uomini eroici, abbenchè travisti, che nelle ultime sei settimane sono stati condannati al carcere. »

In un'altra parte del discorso, il sig. Dillon disse che le prigioni in Irlanda non saranno presto più capaci di contenere i prigionieri, che diventeranno la parte più numerosa della popolazione in Irlanda. (Patrie)

La *Nord. Deut. Zeit.* smentisce la voce sparsa da qualche giornale che in seguito al discorso del signor Grabow, ed ai sentimenti espressi dalla Camera il Governo prussiano avrebbe deciso di aggiornare la presentazione dei progetti di legge già pronti, e di ritirare quelli che erano già stati presentati.

Un giornale tedesco si dice autorizzato a dichiarare che la Russia ha sollecitato i buoni uffici della Prussia per ristabilimento delle sue relazioni diplomatiche colla Santa Sede.

La Prussia avrebbe promesso il suo concorso; ed avrebbe incaricato alla Corte di Roma il signor Arnim, ad iniziare immediatamente le pratiche a tale oggetto col cardinale Antonelli.

(France.) — La crisi ministeriale all'Aja è terminata.

Il signor Franzen van der Putte ministro delle colonie, incaricato della formazione del nuovo gabinetto, sarebbe già riuscito nell'intento.

(Pays.)

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(AGENZIA STEFANI)

Venezia, 20. La Congregazione centrale ha ritenuto attuabile per il Lombardo-Veneto il progetto di riforma politico-amministrativa proposto dal Ministero, con alcune modificazioni; vale a dire, la conservazione della provincia di Venezia coll'attuale territorio e il mutamento di residenza di qualche vice-delegazione, onde ottenere un migliore concentramento. Queste deliberazioni vennero rassegnate al Ministero.

Madrid, 30. La Commissione della Camera dei deputati, nel progetto di risposta al messaggio reale, dice che la Camera apprezza i motivi, fondati sugli interessi permanenti della nazione, i quali hanno spinto la regina a riconoscere il regno d'Italia. Si rallegra che i sentimenti di rispetto e di devozione filiale per il Padre comune dei fedeli non sieno diminuiti e non sia venuta meno la ferma intenzione della regina di vegliare sul potere temporale del Papa.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA COMMERCIALE

Firenze, 31 gennaio 1866.

VALORI	PER CORRENTE		PER FINESTRA		NOMINALI	PARERI FATTI	CAMBI	GROSSI	L	D
	L	D	L	D						
5% god. 1° Genn. 66	62 05	62 90	62 45	62 35	•	•	LIVORNO	8	100	98
Sottoscrizione 5% god. 1° Genn. 66	62 05	62 90	62 45	62 35	•	•	Detto	80	99 1/2	99 1/2
5% god. 1° Ott. 65	39 90	39 70	40	39 90	•	•	Detto	80	99 1/2	99 1/2
Impianto Ferriere 1° Lug. 66	•	•	•	•	79	•	ROMA	80	492	489
Obb. Tes. Tosc. 1849	•	•	•	•	•	•	BOLOGNA	80	99	99
5% p. 10	•	•	•	•	102	•	ANCONA	80	99 1/2	99 1/2
5. Banc. Naz. Tosc. 1° Gen. 65	16 80	•	16 90	•	•	•	NAPOLI	80	99 1/2	99 1/2
Cassa di Sconto Toscana in sott.	•	•	•	•	•	•	MILANO	80	99 1/2	99 1/2
Banca di Credito italiano	•	•	•	•	•	•	GENOVA	80	99 1/2	99 1/2
Obb. Tabacco 5% god. 1° Gen. 66	•	•	•	•	98	•	TORINO	80	99 1/2	99 1/2
az. SS. FF. Livor.	66	65 90	•	•	•	•	VENEZIA c. l. g.	80	244	244
Obb. 3% dette, val. nom. L. 500	•	•	•	•	•	•	TRIESTE	80	•	•
1° genn. 65	204	203 1/4	•	•	•	203 1/4	Detto	90	•	•
Obb. 3% dette, val. nom. L. 420	•	•	•	•	•	•	VENEDIA	80	•	•
1° settembre 65	•	•	•	•	•	•	Detto	90	•	•
az. S. F. Gent. Tosc.	•	•	•	•	46 1/4	•	ARGENTA	80	•	•
di 840 lire italiane	•	•	•	•	•	•	FRANCOFORT	80	210	298
Obb. dette	•	•	•	•	333	•	AMSTERDAM	80	•	•
napres. com. 5% god. Dic. 66	•	•	•	•	81	•	ANDRERO	80	•	•
Detto in sottoscrizione	•	•	•	•	79 1/4	•	LOMBE	80	24 15	26
Detto liber. god.	•	•	•	•	78	•	Detto	90	24 90	24 75
Ob. S. F. March. 5% god. 1° Gen. 66	•	85 50	•	•	•	•	PARIGI	80	100	94
az. SS. FF. Meridion.	293	290	•	•	•	•	Detto	90	99 1/2	98 1/2
Obbl. 3% dette	•	•	•	•	162	•	LOMBE	80	99 1/2	98 1/2
Detto demaniali	393	392	396 1/4	395 1/4	•	•	MARSIGLIA	80	99 1/2	98 1/2
Monte-grafico Caselli	•	•	•	•	•	•	Scudo Banca 7%	•	•	•
5% italiano in piccoli pezzi	•	•	•	•	62 75	•				
idem	•	•	•	•	40 20	•				

DIREZIONE GENERALE DELLE TASSE E DEL DEMANIO

Specchio delle riscossioni fatte nel mese di ottobre 1865, ed in quello corrispondente del 1864, per ramo e per provincia.

DIREZIONI	PROVINTI ORDINARIE										TASSE sulle Successioni	TASSE sugli atti giudiziari		TASSE Ipotecarie		CARTA BOLLATA e bollo suppletivo		TASSA sulle Manomorte		TASSA sulle Società commerciali e industriali		TASSE sul pubblico insegnamento		RENDITE del Patrimonio delle Stes.		PROVENTI del lotto		TASSE e Diritti diversi		TOTALE dei proventi ordinari		II 1865 differenza dal 1864		INTERESSI RISCOSSI	ARRETRATI
	sui Contratti		sugli atti giudiziari		sulle Successioni		TASSE Ipotecarie		CARTA BOLLATA e bollo suppletivo			TASSA sulle Manomorte		TASSA sulle Società commerciali e industriali		TASSE sul pubblico insegnamento		RENDITE del Patrimonio delle Stes.		PROVENTI del lotto		TASSE e Diritti diversi		TOTALE dei proventi ordinari		II 1865 differenza dal 1864									
	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864		1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864	1865	1864				
Alessandria	92,145	114,815	8,910	8,513	88,935	47,135	13,946	73	58,898	59,579	19,390	9,190	46,88	212	271	9,182	59	70,551	20	91,410	8,708	36	362,182	73	1,108	78	59,203	72	1,469	78	2,916	70			
Ancona	15,513	11,550	2,571	2,583	2,583	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Aquila	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Bari	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Belluno	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Benevento	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Bergamo	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Bologna	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Brescia	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Castellanza	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Campobasso	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Caserta	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Catania	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Catanzaro	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Chieti	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Como	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Cosenza	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Cranova	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Cuneo	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Firenze	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Foggia	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Forlì	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Gavenna	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Genova	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Giugliano	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Lecco	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Macerata	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Massa e Carrara	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Messina	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Modena	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Monfalcone	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Montebello	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Montorio	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Napoli	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Noto (Siracusa)	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Novara	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Palermo	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Parma	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Pavia	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	25	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25	1,940	25				
Perugia	11,661	9,150	2,877	2,877	2,877	13,564	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940	1,940																						

SOCIETÀ ANONIMA

DELLA

STRADE FERRATE ROMANE

(SECONDA NORD)

A forma dell'avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del dì 19 corrente alla ore 12 meridiane del dì 29 medesimo nell'ufficio di Direzione delle strade ferrate suddette, ebbe luogo pubblicamente, osservate le debite forme, come apparisce dal processo verbale redatto dai notari Andrea Sassi e Pellegrino Niccoli, l'Estrazione a sorte delle apprese

N° 22 Obbligazioni dell'Emissione 1° marzo 1856:

932, 1206, 1217, 1388, 1506, 1723, 2712, 2899, 3950, 4523, 5142, 5238, 5247, 5485, 6389, 6684, 7012, 7057, 7225, 8185, 8978, 9562, 9702, 9870, 9975, 10255, 10582, 10707, 11806, 12036, 12480, 12710.

N° 16 Obbligazioni dell'Emissione 1° marzo 1856:

14626, 14727, 14748, 15508, 15667, 15756, 16101, 16745, 16995, 18148, 18804, 18884, 20179, 21184, 21349.

N° 27 Dette delle 16548 Obbligazioni dell'Emissione 1° marzo 1860:

1128, 1360, 2896, 4624, 5275, 5810, 6061, 6238, 6368, 6996, 7163, 8229, 8312, 8528, 8578, 9064, 9290, 9546, 9649, 10241, 10289, 10426, 10687, 10985, 11523, 12166, 12320, 14105, 14126, 14662, 14942, 15154, 15261, 15785, 15766, 15961, 16071.

Le sopra descritte Cartelle continueranno ad essere fruttifere a tutto il mese di febbraio 1866, ed il rimborso delle medesime avrà luogo a cominciare dal 1° marzo 1866, mediante la restituzione delle Cartelle medesime, corredate di tutti i Cuponi non scaduti, incominciando da quello 1° settembre 1866.

Nota delle Cartelle di Obbligazioni, comprese nelle estrazioni dall'anno 1861 all'anno 1865 inclusive, non ancora presentate per rimborso:

IMPRESTITO 1856.

1458, 8575, 5441, 11582, 11583, 12269.

IMPRESTITO 1858.

19004.

IMPRESTITO 1860.

2247, 2442, 11706, 12404, 15088, 15570.

Firenze, 30 gennaio 1866.

Il Direttore degli affari sociali
G. Morandini.

243

FERROVIA TORINO-CIRIÉ

ASSEMBLEA GENERALE.

L'assemblea generale degli azionisti della Società anonima Canavese per la ferrovia Torino-Cirié è convocata per il giorno 12 prossimo febbraio alle ore 10 antimeridiane, nella sede della Società, via Carlo Alberto n° 18 piano 1°.

Ordine del giorno.

1° Lettura dell'atto costitutivo della Società e degli statuti.

2° Approvazione dell'articolo 5 del patto sociale a termini dell'articolo 2 del regio decreto 1° ottobre 1865.

A termini dell'art. 16 degli statuti sociali i sigg. azionisti per essere ammessi all'assemblea generale dovranno depositare i loro titoli non più tardi del giorno 2 prossimo febbraio presso la Banca Dupré padre e figli in Torino, la quale rilascerà loro il relativo biglietto di ammissione, coll'indicazione del numero dei titoli depositati.

233

SOCIETÀ ITALIANA

PER LE

STRADE FERRATE MERIDIONALI

AVVISO.

Nella circostanza, in che venne attuato l'orario invernale, la Società delle ferrovie Meridionali stabilì due corse celeri settimanali, una di andata e l'altra di ritorno, fra Ancona e Brindisi, in coincidenza colle partenze e arrivi per e dall'Egitto dei battelli a vapore della Società Adriatico-Orientale.

Di tali corse però, quelle soltanto in coincidenza colle partenze, cioè i treni 1761a, poterono essere fin qui effettuate, ostando all'attuazione dei treni 612a, in coincidenza cogli arrivi, le sfavorevoli condizioni sanitarie e gli incagli delle quarantene.

Tali sfavorevoli circostanze essendo cessate e conseguentemente tolte le contumacie, l'Amministrazione si fa premura di portare a pubblica notizia che, col primo arrivo a Brindisi, nel prossimo febbraio, dei suddetti vapori della Società Adriatico-Orientale, avrà luogo la corsa celere per Ancona e così successivamente di settimana in settimana, come è portato dall'orario.

Firenze, 28 gennaio 1866.

236

La Direzione generale.

SOCIETÀ ANONIMA

DELLA

STRADA FERRATA DA MORTARA A VIGEVANO

AVVISO DI CONVOCAZIONE.

Li signori azionisti sono convocati in assemblea generale pel giorno 28 febbraio prossimo alle ore 12 meridiane nel palazzo municipale in Vigevano per deliberare sulle seguenti oggetti:

1° Relazione degli signori revisori del rendiconto sociale 1863 e presentazione del rendiconto 1864.

2° Deliberazione per la sospensione del semestre interessi alle azioni scadenti il 20 marzo prossimo, onde provvedere al pagamento dei rimanenti decimi delle 200 azioni per la ferrovia Vigevano-Milano.

3° Rinnovazione del Consiglio di direzione.

Il deposito delle azioni presso la cassa della Società in Vigevano, a termini dell'art. 18 degli statuti sociali, onde aver diritto di intervenire alla presente adunanza, potrà aver luogo sino alle ore 11 antimeridiane del giorno 28 febbraio suddetto.

Vigevano, 27 gennaio 1866.

254

La Direzione

Presso l'Editore CLAUDIO PERRIN — Torino, via Carlo Alberto, 21

ANNO II

LE MERAVIGLIE

DEI TRE REGNI DELLA NATURA

PERIODICO SETTIMANALE DI STORIA NATURALE

La più splendida illustrazione che sia comparsa sinora in Italia.

Abbonamento annuo L. 14, franco, pagabili anche a rate trimestrali in L. 4 mediante vaglia all'Editore.

NB. Contemporaneamente ai numeri della 2ª annata, si possono ricevere quelli della 1ª, mediante il prezzo corrispettivo.

41

FIRENZE

via della Natta
dirimpetto al Palazzo Vecchio

DROGHERIA G. ACHINO

Commercio speciale di Vini e di Thè, col deposito a Firenze del rinomato Vermouth dei fratelli Cora di Torino.

TORINO

via Nuova, casa Natta, 2
Angolo di piazza San Carlo

AVVISO AI MUNICIPI ED ALLE PRETURE.

Il Registro dei Processi verbali delle Udienze prescritto alle Preture dall'articolo 192 n° 1 del Regolamento 14 dicembre 1865, e quello degli Avvisi per le Conciliazioni prescritto dall'articolo 175, lettera A, del Regolamento alle Cancellerie dei Conciliatori, trovansi vendibili presso la tipografia EREDI BOTTA in Firenze, via Castellaccio, 20, al prezzo di lire 5, centesimi 80 per ogni centinaio di fogli, comprese le spese d'affrancamento.

NB. Le domande dovranno essere francate ed accompagnate da vaglia postale corrispondente

COMUNITÀ DI LUCIGNANO

AVVISO.

Essendo rimasta vacante, per morte del dottor Pietro Bistocci, una di queste due condotte medico-chirurgiche, se ne dichiara aperto il concorso, e si assegna un mese di tempo computabile dall'inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia* del presente avviso a tutti quei medici-chirurghi, i quali volessero concorrervi, a far pervenire al segretario di questo comune, le loro istanze, in carta bollata, e corredate di certificati, che attestino della loro moralità e abilità e che hanno essi per qualche tempo, dopo l'ottenuta matricola, esercitata la professione.

Lo stipendio assegnato a questa condotta è di lire 1,764, e gli oneri sono i seguenti:

1° Assistenza gratuita ed indistinta a tutti gli abitanti del comune; quelli però della campagna, dovranno procurare al medico-chirurgo la cavalcatura o altro modo di trasporto, quando la gita oltrepassi la distanza di un chilometro dalla porta del paese.

2° Assistenza a turno semestrale ai malati dello spedale.

3° Prestarsi alla richiesta del sindaco, al rilascio gratuito dei certificati che potessero richiederli, tanto per servizio dello stato civile, quanto per qualunque altra misura governativa e municipale.

4° Di non potersi assentare dal comune senza l'assenso del sindaco, e se l'assenso dovesse oltrepassare gli otto giorni dovrà riportare il permesso dalla Giunta, alla quale dovrà proporre e far approvare l'interino, che lo rappresenti a tutte sue spese.

5° Di andare soggetto a triennale conferma, e volendo rinunciare alla condotta dovrà accordare al comune due mesi di tempo per provvedere al servizio, come lo stesso spazio di tempo dovrà accordargli il comune quando venisse deliberato il suo rinvio.

Che è quanto, ecc.

Lucignano, dal segretario del comune li ...

250

Il segretario
Camillo Stefani.

FIRENZE

VIA CASTELLACCIO

20

EREDI BOTTA

TORINO

VIA D'ANGENNES

5

GAZZETTA UFFICIALE

DEL

REGNO D'ITALIA

PREZZI D'ABBONAMENTO

Compresi i Rendiconti del Senato del Regno e della Camera dei Deputati.

I soli Rendiconti della Camera dei Deputati formano quest'anno un volume in foglio da 3 colonne di circa 1600 pagine.

	Anno	Semestre	Trimestro	
Per Firenze	L. 42	22	12	Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.
Per le provincie del Regno	46	24	13	Le inserzioni giudiziarie costano 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Svizzera	58	31	17	Le altre inserzioni 30 centesimi per linea o spazio di linea.
Roma (franco ai confini)	52	27	15	Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Inghilterra e Belgio	122	71	37	
Francia, Austria e Germania	82	46	27	

Un numero separato centesimi 20 — Arretrato centesimi 40.

LE ALPI

GIORNALE QUOTIDIANO POLITICO ECONOMICO LETTERARIO

Prezzi d'abbonamento

	Prim.	Sec.	Ann.	
Torino (a domicilio) e Provincie	L. 9	17	32	Avvertenza.
Svizzera	13	25	42	Non si tiene conto di scritti anonimi.
Francia e Tunisi	14	30	58	Le lettere non affrancate sono respinte.
Austria, Belgio, Germania, Spagna, Portogallo, Inghilterra e Scali di Levante	17	33	65	Non si restituiscono i manoscritti.
Le associazioni decorrono dal 1° e dal 16 d'ogni mese.				L'ufficio del giornale è in via Bogino, n° 1, piano 2°
Un numero cent. 10 — Arretrato cent. 20.				Le inserzioni in 3ª pagina si ricevono all'ufficio del giornale al prezzo di L. 1 ogni linea.
Si distribuisce ogni giorno alle ore sei pomeridiane, escluse le solennità.				Le inserzioni in 4ª pagina si ricevono all'ufficio d'amministrazione del giornale, a centesimi 10 la linea.

RELAZIONI E DISCUSSIONI

FATTE

ALLA CAMERA DEI DEPUTATI

INTORNO

all'Unificazione Legislativa del Regno

ALL'ESTENSIONE DEL CODICE PENALE ALLA TOSCANA

ED

ALL'ABOLIZIONE DELLA PENA DI MORTE

Due volumi in 4° grande — Prezzo L. 9.

Dirigere le domande col relativo vaglia postale alla suddetta Tipografia.



MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DELLE ACQUE E STRADE

AVVISO D'ASTA.

Il simultaneo incanto oggi tenutosi da questo Ministero (direzione generale delle acque e strade) e dalla Regia prefettura di Reggio (Calabria Ulteriore 1ª), essendo andato deserto, si additerà alle ore 12 meridiane gli giovedì, 15 febbraio prossimo venturo, in una delle sale dei surreferiti uffici, dinanzi i rispettivi Capi, simultaneamente ad una seconda asta, col metodo dei partiti segreti recanti il ribasso di un tanto per cento, pello

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione di un ponte a travate di ferro laminato sostenuto da spalle e pile di fabbrica sul fiume-torrente Favazzina, presso il villaggio dello stesso nome in provincia di Calabria Ulteriore 1ª in sostituzione del vecchio ponte in legname ivi esistente per L. 115,000 00

Ciò: Occupazione di terreni, demolizione di fabbricati e lavori diversi a corpo . . . L. 15,334 88

Opere a misura 89,158 01

Somma a disposizione dell'Amministrazione per spese impreviste e di sorveglianza 10,507 11

Somma soggetta al ribasso d'asta . . . L. 104,492 89

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno presentare in uno dei suddesignati uffici, a scelta, le loro offerte estese su carta bollata, debitamente sottoscritte e suggellate, ove nei surreferiti giorni ed ora saranno ricevute le schede rassegnate dagli accorrenti qualunque sia il loro numero, e quindi da questo dicastero, tosto conosciuto il risultato dell'altro incanto, deliberata l'impresa a quell'offerente che dalle due aste risulterà il miglior oblatore, e ciò quando sia stato superato od almeno raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda ministeriale. — Il conseguente verbale di deliberamento verrà esteso in quell'ufficio dove sarà stato presentato il più favorevole partito.

L'appalto resta vincolato all'osservanza dei capitoli d'appalto in data 23 agosto 1865, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Firenze e Reggio.

I lavori dovranno intraprendersi a seguito dell'approvazione superiore del contratto, e tosto dopo esteso il verbale di consegna, per dare ogni cosa compiuta entro due anni successivi.

I pagamenti saranno fatti a rate di lire 5,000 in proporzione dell'avanzamento dei lavori, sotto la ritenuta del ventesimo a garanzia, da corrispondersi coll'ultima rata a seguito del finale collaudo, al quale si procederà un anno dopo la regolare ultimazione di tutte le opere.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima: 1° Presentare un certificato d'idoneità all'esecuzione di grandi lavori nel genere di quelli formanti l'oggetto del presente appalto, rilasciato in data non anteriore di sei mesi da un ispettore od ingegnere-capo del Genio civile in servizio, debitamente vidimato e legalizzato; 2° Fare il deposito interinale di lire 6,000 in numerario o biglietti della Banca Nazionale.

Per garanzia dell'adempimento delle assunte obbligazioni dovrà l'appaltatore, nel preciso e perentorio termine che gli sarà fissato dall'Amministrazione, depositare in una delle casse governative a ciò autorizzate lire sedici mila in numerario, biglietti della Banca Nazionale, o cartelle al portatore del Debito pubblico, valutate al corso legale di Borsa, e stipulare, il relativo contratto presso l'ufficio dove seguirà l'atto di definitiva delibera. — Il contratto non darà luogo ad alcuna spesa di registro.

Non stipulando fra il termine che gli sarà fissato dall'Amministrazione l'atto di sottomissione con garanzia, il deliberatario incorrerà di pien diritto nella perdita del fatto deposito interinale, ed inoltre nel risarcimento d'ogni danno, interesse e spesa.

Il termine utile per presentare offerte di ribasso sul prezzo deliberato, che non potranno essere inferiori al ventesimo, resta sin d'ora stabilito a giorni quindici successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento, il quale sarà pubblicato a cura di questo Dicastero in Firenze e Reggio, dove verranno pure ricevute tali obblazioni.

Firenze, il 24 gennaio 1866.

Per detto Ministero (direzione generale delle acque e strade)

255

A. Verardi, capo-sezione.

Domenico del fu Antonio Viggiani detto Martino possidente domiciliato nel popolo di Santa Crestina a Pamole prefettura di Greve circondario del tribunale civile e correzionale di Firenze rende noto al pubblico che da oggi in avvenire non riconoscerà più verun debito che per qualunque causa, e principalmente di mercatura contrasse il suo figlio Giuseppe; dimodoché chi contratterà con esso, non potrà rivolgersi a verun effetto di ragione verso di lui Domenico Viggiani, nè sopra i di lui assegnamenti.

Firenze, il 30 gennaio 1866.

Al nome di Dio. Amen. Si è personalmente costituito avanti di me infrascritto notaio, il sig. Domenico Viggiani a me ben cognito qualificato e domiciliato come nel soprascritto atto stato da lui rilasciato e confermato dopo di averne udita lettura da me fattagliene; e quindi vi ha apposto sotto, alla mia presenza, il segno della croce, per essere, come disse, illettrato e non sapere scrivere a tutto questo giorno 30 gennaio 1866.

Dott. Enrico del fu Luigi Fabbri notaio pubblico residente a Firenze.

Mediante sentenza proferita dal tribunale di prima istanza di Firenze, secondo turno civile, sotto di 27 dicembre 1865 registrata in Firenze il 26 gennaio 1866, reg. 10, foglio 185, n° 195, è stato omologato il concordato concluso dal sig. Ranieri Bini con i suoi creditori; è stato dichiarato sciolto il fallimento, ed il fallito sensibile e capace di essere riabilitato; ed è stato infine ordinato al sig. Giuseppe Vestrini sindaco provvisorio di restituire al detto sig. Bini i libri, carte, documenti ed ogni altro assegnamento in sue mani esistente e di render conto al medesimo della sua gestione.

Firenze, 30 gennaio 1866.

252 Dott. CESARE PECCIOLI, proc.

La tubercolosa polmonare viene guarita secondo i dettami della natura senza alcuna medicina interna.

Corrispondenza in italiano. Indirizzo: Sig. Schlottmann a Heidelberg (Germania). Franco.

64

253

Luigi Brocchi

LE VISTE indebolite o annulate sono

migliorate e guarite, (senza operazioni o rimedi) col solo uso degli occhiali graduati di Raphael e Fischer.

In FIRENZE, per qualche tempo, piazza Santa Trinità, sopra l'immagine di Jules Sonnemans, dalle 11 alle 4 pom.

Il sig. Felice Maurizio Brocchi, in ordine alle sostanze, essendo figlio di famiglia, il sottoscritto genitore dichiara, che non riconoscerà per legale nessun contratto verbale o scritto che il figlio suddetto sia per fare o abbia fatto.

Torino, 28 gennaio 1866.

253

Luigi Brocchi

RIVISTA TECNOLOGICA ITALIANA

GIORNALE TEORICO-PRATICO

di Chimica, Agricoltura, Industria, Arti e Commercio.

Prezzo d'associazione per tutta l'Italia franco di posta:

Per un anno lire 9 | Per sei mesi lire 5 | Per tre mesi lire 3.

Dirigersi con vaglia postale o francobolli in lettera affrancata alla Direzione della Rivista Tecnologica Italiana, via Goito, Torino, 9.

64